

Contre la pauvreté : la micro-finance

par Rik DE GENDT, journaliste, Bruxelles

*Ceux qui sont bien nourris
ont de nombreux problèmes,
ceux qui ont faim n'en ont qu'un*
Proverbe chinois

Deux arguments militent en faveur des projets de micro-financement : tout d'abord, la pauvreté menace la paix et la sécurité dans le monde plus sûrement que les guerres et le terrorisme ; ensuite, la coopération au développement, dans le cadre de projets à petite échelle, est souvent plus efficace que l'usage de grands moyens d'intimidation et de destruction. Lennart Båge, diplomate suédois, expert en coopération au développement et président depuis un an du Fonds international de développement agricole (FIDA), une agence spécialisée des Nations Unies basée à Rome,¹ guide cette réflexion.

Cela paraissait si beau ! En septembre 2000, au Sommet du Millénaire, à New York, les dirigeants du monde entier s'étaient engagés expressément à réduire de moitié, d'ici 2015, la proportion d'êtres humains vivant dans une situation d'extrême pauvreté. Un an et demi plus tard, l'optimisme s'est déjà bien affaibli. «La situation de la sécurité alimentaire sur le plan mondial n'est pas ce que nous avons espéré et reste inquiétante et même critique», avouait en 2001 Lennart Båge.² Pire, malgré l'engagement pris au Sommet du Millénaire, la proportion de l'humanité vivant dans l'extrême pauvreté est en train d'augmenter. Aujourd'hui, plus d'un milliard deux cent millions d'êtres humains survivent dans un état de dénuement total, avec un revenu inférieur à un dollar par jour.

«La pauvreté, la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition sont étroitement

liées. A un niveau conceptuel, les interdépendances peuvent être complexes ; à un niveau humain, la réalité est remarquablement simple. L'alimentation est une question centrale et souvent une préoccupation quotidienne des premiers intéressés : la population pauvre rurale. Leur extrême indigence et l'exclusion qui en suit les empêchent de participer à toute forme de développement», explique Lennart Båge.

A toute occasion, le président du FIDA rappelle que les plus menacés sont les ruraux pauvres. Il plaide pour une approche qui s'appuie sur des politiques nationales bien ciblées et une aide internationale accrue. «Au niveau de la prise de décision, les ruraux pauvres ont souvent moins de poids que les citoyens et les riches. Aussi, les limitations budgétaires et les programmes de réforme ont-ils pénalisé de manière disproportionnée les investissements dans le

secteur rural. Les services et les infrastructures s'y sont donc détériorés, en particulier les services de santé et d'éducation qui ont été privés de ressources. Il n'est pas surprenant de constater que le niveau de la pauvreté en milieu rural est souvent le double de celui en zones urbaines.»³

Du côté des pays donateurs, l'évolution est également négative. Non seulement l'aide publique au développement diminue dans son ensemble, mais la part de la contribution internationale destinée au développement rural et agricole baisse elle aussi. Ce qui s'est traduit par une réduction de 40 % de l'aide au secteur agricole dans les pays en développement. Enfin, les institutions financières internationales ont elles-mêmes fortement réduit leurs prêts à l'agriculture, qui représentent maintenant moins de 10 % de la totalité des prêts.

Misère et violence

Lors de la vingt-cinquième session du Conseil des gouverneurs du FIDA, (Rome, février 2002), Lennart Båge a attiré l'attention sur un autre facteur important : le lien entre la pauvreté et l'exclusion d'une part, et l'insécurité et la violence d'autre part. Les événements tragiques du 11 septembre 2001 et leurs prolongements, ainsi que le très brusque ralentissement de l'activité économique sur le plan mondial ont fragilisé davantage les pays pauvres et les populations déshéritées et accentué la pauvreté dans de nombreuses régions du monde.

«Ces évolutions nous rappellent que la mondialisation n'a pas les mêmes effets pour tous. Alors que certains profitent toujours plus de la libre circulation des capitaux, de l'information, des biens et des services, d'autres, qui se comptent par centaines de millions, continuent de lutter pour tenter simplement de survivre», a déclaré Båge.⁴ Et de poursuivre : «Lors du Forum économique mondial qui s'est tenu début

février, il était frappant de voir les dirigeants des plus grandes entreprises et des plus grands établissements financiers du secteur privé souligner l'importance et l'urgence qu'il y a à s'attaquer à la pauvreté. Beaucoup d'entre eux ont insisté sur le fait que la pauvreté chronique est une source d'instabilité et qu'elle engendre le désespoir. Dans un contexte différent, c'est le même message qui a été lancé avec force au Forum social mondial de Pôrto Alegre, au Brésil.»

Rester indifférent à cet appel pourrait nous coûter cher, avertit le président du FIDA. Aujourd'hui, plus de 1,2 milliard de personnes vivent dans une situation de pauvreté extrême. A cette échelle, la pauvreté est inévitablement une source de guerre civile et d'instabilité, de maladie et de désespoir. Ses conséquences ne pourront pas être contenues à l'intérieur des frontières nationales et elles représenteront un risque croissant pour la société humaine dans son ensemble.

Intervenant en séance plénière dans le cadre de ce même Conseil des gouverneurs, Olusegun Obasanjo, président de la République du Nigeria et invité d'honneur, a lancé un cri d'alarme : «La pauvreté rurale constitue une menace pour la paix et la stabilité du monde entier, et pas seulement pour le développement des pays concernés (...) La pauvreté rurale a des implications profondes pour l'harmonie sociale et la stabilité de toute la communauté internationale. Des systèmes agricoles faibles tendent à aggraver la pauvreté rurale, ce qui peut donner lieu à un mécontentement général, à des agitations politiques, voir même à des violences.»

Trop souvent, selon le président du FIDA, la faim est examinée de manière abstraite. On oublie que les personnes et les ménages démunis possèdent aussi de nombreuses ressources. En ce qui concerne la réduction durable de la pauvreté, l'insécurité alimentaire et la malnutrition, la clé du succès

réside dans la capacité à identifier les obstacles et à construire à partir du potentiel existant. Il est important de considérer ces personnes et ces ménages comme des agents du changement et non comme de simples objets passifs, dont les problèmes seront résolus par les gouvernements et les donateurs étrangers.

Le fait que le niveau de la pauvreté, l'espérance de vie et les autres indicateurs sociaux ont empiré au cours des dernières années nécessite l'adoption d'une nouvelle approche pour éliminer la pauvreté dans les pays les moins avancés. Le seul moyen d'accélérer la croissance dans ces pays consiste à tirer parti des capacités sous-utilisées des pauvres, grâce à un développement rural largement ouvert, centré sur l'amélioration de la production agricole.

Le *Rapport 2001 sur la pauvreté rurale*⁵ a examiné en profondeur les causes et la dynamique de la pauvreté ainsi que les approches les plus efficaces pour la combattre. Son idée de départ est qu'il faut considérer les groupes pauvres non comme des objets, ou un fardeau pour la société, mais comme des sujets ayant la capacité de devenir les premiers agents du changement. Au lieu de s'intéresser exclusivement à leurs besoins, le FIDA s'est attaché à tirer parti de leurs atouts. Les pauvres, et plus particulièrement les femmes, sont des travailleurs acharnés et sont souvent des micro-entrepreneurs efficaces, qu'il s'agisse des petits paysans, des pêcheurs, des pasteurs ou des petits commerçants et artisans. Ils en savent long sur leurs propres conditions de vie et besoins ; ils sont même des experts en la matière !

Créer des conditions qui permettent à ces groupes d'utiliser leurs capacités de façon plus productive correspond à ce qu'on appelle souvent le renforcement du pouvoir d'action des pauvres, un des thèmes centraux du *Rapport sur la pauvreté*. Les éléments clés de ce processus de renforcement sont les suivants : permettre aux pau-

vres de mieux faire entendre leur voix et d'influencer les institutions qui ont une incidence sur eux, aux niveaux local et national ; les aider à accéder plus facilement aux services de santé et d'éducation ainsi qu'aux services économiques, tels que le crédit et l'épargne. Cependant, le renforcement du pouvoir d'action des pauvres ne leur sert pas à grand-chose s'ils ne disposent pas des moyens matériels nécessaires pour améliorer leur production et leurs revenus.

Micro-financement

Depuis sa création en 1977 avec le mandat de donner la priorité à «l'augmentation de la production alimentaire et à l'amélioration du niveau de nutrition des populations les plus pauvres des pays en déficit vivrier», le FIDA a aidé plus de 250 millions de personnes à se libérer de la pauvreté extrême,⁶ se forgeant la réputation d'introduire des méthodes novatrices, mais durables, dotant les bénéficiaires des moyens de se sortir une fois pour toute du piège de la pauvreté. Cette agence onusienne est une pionnière dans l'aide au développement par micro-financement et a même lancé une nouvelle façon de penser.⁷

Le micro-financement est plus qu'un phénomène en vogue. Concrètement, des personnes reçoivent un micro-crédit (souvent pas plus qu'une cinquantaine de francs), avec un très faible taux d'intérêt, pour des projets de petite dimension. Les bénéficiaires peuvent ainsi acquérir l'équipement nécessaire pour lancer une micro-entreprise (semences, engrais, outillage), gérer correctement leur projet et rembourser le prêt comme convenu. Ces activités sont souvent accompagnées de formations et d'un support de leur communauté.

«En fournissant un financement direct, sous forme de prêts à des conditions favorables et de dons, et en mobilisant des res-

sources additionnelles pour ses projets et programmes, le FIDA aide les plus pauvres parmi les pauvres à trouver un moyen d'échapper à la faim, à la pauvreté et aux privations. Les projets visent à augmenter la production alimentaire, à accroître les revenus et à améliorer la situation sanitaire et nutritionnelle ainsi que le niveau d'instruction, de manière durable», explique encore Lennart Båge.

Plusieurs pays ou institutions donateurs ont renoncé à présent au financement de «projets éléphants albinos» ou à des subventions massives. L'idée que le vrai développement ne peut être durable que si la situation économique des bénéficiaires s'améliore substantiellement à la base a gagné du terrain. Pour cela, les pauvres doivent acquérir la possibilité d'investir, de construire et de mener leur propre vie.

Estime de soi

Le système du micro-financement n'offre pas seulement des possibilités financières ; il développe la confiance en soi et rétablit la dignité humaine. Les pauvres deviennent des partenaires à part entière. «J'ai reçu un premier prêt de 30 euros et j'ai pu le restituer après six mois. Mais entre-temps, ma vie a complètement changé. J'ai réussi à mettre sur pied un petit commerce avec quelques poules et un petit jardin potager. Je compte maintenant sur un nouveau prêt pour élargir mon petit commerce», me racontait une femme rurale dans le nord du Vietnam.

Et après une visite récente au Nigeria, Lennart Båge nous racontait : «Je conserve dans mon souvenir l'image d'une femme dans un petit village de l'Etat de Katsina, dans le nord du Nigeria. Elle avait réussi à améliorer son revenu, et cela lui donnait une telle assurance qu'elle se sentait parfaitement à l'aise au milieu des responsables, et même des ministres, qui se trouvaient là. Munie d'un microphone, elle racontait à un

public captivé les problèmes qu'elle avait rencontrés et comment elle les avait surmontés. Pour l'avenir, elle déclarait que son village avait besoin d'une meilleure route d'accès au marché, d'une école primaire et d'une salle de télévision. La pauvreté était encore son lot quotidien, mais son message était porteur d'espoir et de dignité.»

R. D. G.

Pour en savoir plus :

Déclaration de Berne, Microcrédit : prêts pour l'avenir, «Vers un développement solidaire», avril 2002, n° 165, 32 p., à commander au ☎ 021 620 03 03, ou à info@ladb.ch.

¹ www.infad.org

² Nations Unies, *Chronique, édition en ligne*, Vol. XXXVIII, 2001, 3.

³ *Troisième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés*, Bruxelles, 15 mai 2001.

⁴ *Conseil des gouverneurs, déclaration du président*, Rome, 19 février 2002.

⁵ **FIDA**, *Rapport 2001 sur la pauvreté rurale. Comment mettre fin à la pauvreté rurale*, Rome, septembre 2001.

⁶ Depuis sa création, le FIDA a financé 603 projets dans 115 pays et octroyé plus de 1 500 dons en faveur de la recherche et de l'assistance technique. Pour chaque dollar qu'il a alloué aux pauvres, le FIDA a mobilisé 2,9 \$ auprès d'autres donateurs, ce qui représente un montant total de 21,4 milliards de \$.

⁷ De nombreuses ONG travaillent depuis des années sur ce schéma. Rien qu'en Suisse, on peut citer les Jardins de Cocagne (spécialisée dans le micro-crédit de projets de développement rural en Afrique de l'Ouest), le RAFAD et son Fonds international de garantie lancé en 1996, les Œuvres d'entraide suisses, Nouvelle Planète, etc. Certaines de ces ONG sont fortement soutenues dans cette démarche par la Fédération genevoise de coopération (n.d.l.r.).